

DANS L'ACTUALITE du 7 au 9 octobre 2014

### Textes officiels

JORF n° 0233 du 8 octobre 2014

Prestations de services rendus par la direction de l'information légale et administrative (DILA)

[Décret n° 2014-1134 du 6 octobre 2014 relatif à la rémunération des services rendus par la direction de l'information légale et administrative](#)

### Jurisprudence

Les contractants privés de l'administration peuvent résilier unilatéralement un contrat administratif, sous des conditions réduites

[CE 8 octobre 2014 Société Grenke location, req. n° 370644](#)

Exigence de loyauté des relations contractuelles et règlement des conflits sur le terrain contractuel

[CE 8 octobre 2014 commune d'Entraigues-sur-la-Sorgue, req. n° 370588](#)

Avis - Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis du Conseil d'État relatif aux conditions d'usage de la cigarette électronique

[CE avis 8 octobre 2014, req. n° 387.797](#)

Méthode de notation

[CAA Nantes 19 septembre 2013 commune de Belleville-sur-Loire, req. n° 12NT01553](#)

## **Circulaire**

Allègement des contraintes normatives applicables aux collectivités territoriales

[Instruction NOR : PRMX1423898C | Numéro interne : 5743/SG du 9 octobre 2014](#)

## **Réponse ministérielle**

Question écrite Sénat n° 11579 - 2 octobre 2014 - [Constructions inachevées](#)

Question écrite Sénat n° 11371 - 2 octobre 2014 - [Forme d'un refus de permis de construire](#)

Question écrite Sénat n° 10731 - 2 octobre 2014 - [Définition d'un établissement recevant du public](#)

Question écrite Sénat n° 6347 - 2 octobre 2014 - [Dissolution du conseil municipal](#)

Question écrite AN n° 54803 - 30 septembre 2014 - [Mise en œuvre des notifications de recours](#)

## **Vu par ailleurs**

Administration

Simplification des normes : 15 propositions pour améliorer la « fabrique de la loi »

[La mission d'information sur la simplification législative de l'Assemblée nationale propose, dans un rapport présenté ce mercredi 8 octobre, quinze pistes pour améliorer la production législative. Parmi elles, la multiplication des tests PME et des expérimentations](#)

Source : le Moniteur du 08/10/2014

Contrat public

### Béziers I : quel bilan tirer de ces 5 années ?

David Moreau, rapporteur au Conseil d'Etat, fait le bilan des cinq années d'application de la jurisprudence Béziers I. Celui-ci est plutôt positif, puisque sur 160 affaires où la validité du contrat était contestée par l'une des parties devant une CAA ou le CE, le contrat n'a été écarté que dans une quinzaine de cas.

Source : achatpublic.info du 09/10/2014

### Le guide de bonnes pratiques en matière de marchés publics : une nécessaire mise à jour

Issu d'une circulaire du 29 décembre 2009, le guide de bonnes pratiques à usage des acheteurs publics a été actualisé ce 3 octobre 2014. Si cette publication ne revêt pas un caractère réglementaire, la direction des affaires juridiques de Bercy y a introduit les récents changements législatifs, réglementaires et jurisprudentiels relatifs à la commande publique.

Source : localtis.info du 08/10/2014

### Passation d'avenants à des marchés publics : quelles compétences pour le maire ?

Répondant le 25 septembre à une question parlementaire, le ministère de l'Intérieur rappelle quelles dispositions encadrent les pouvoirs du maire en matière d'avenants à des marchés publics.

Source : localtis.info du 06/10/2014

Urbanisme

### 390 contrats de ville seront signés, concernant 700 communes et 1.500 quartiers prioritaires

Les 1.500 quartiers prioritaires de la politique de la ville concernent 700 communes, elles-mêmes situées dans 390 agglomérations. Ce sont donc 390 contrats de ville qui seront signés entre la fin de l'année 2014 et le début de l'été 2015 si tout va bien.

Source : localtis.info du 08/10/2014

L'établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux

[La Cour des comptes rend public, le 7 octobre 2014, un rapport particulier sur les comptes et la gestion de l'établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux \(Épareca\) pour les exercices 2001 à 2012, établi sur le fondement de l'article L. 133-1 du code des juridictions financières.](#)

Source : ccomptes.fr du 07/10/2014

Environnement

Les objectifs de la politique énergétique âprement débattus en séance à l'Assemblée

[L'Assemblée est entrée depuis la soirée du 6 octobre dans le vif des débats sur le projet de loi de transition énergétique, avec le début de l'examen des 64 articles du texte. En commission, celui-ci a fait l'objet de quelque 2.500 amendements dont 350 pour le seul article 1er, qui fixe les objectifs de la politique énergétique nationale.](#)

Source : localtis.info du 08/10/2014

Collectivité territoriale

Grand Paris: les élus veulent une réécriture partielle de la loi

[Le conseil des élus de la mission de préfiguration de la Métropole du Grand Paris a approuvé à une large majorité mercredi 8 octobre au soir un texte proposant au gouvernement de réécrire en partie la loi Maptam ayant créé la Métropole.](#)

Source : le Moniteur du 09/10/2014

La TVA au secours de l'investissement des collectivités locales ?

[La commission des Finances de l'Assemblée a adopté mercredi 8 octobre des amendements au projet de budget 2015 visant à soutenir l'investissement des collectivités territoriales par un remboursement accru de TVA. Pour être intégrées au projet de loi de finances, ces mesures devront cependant être revotées lors du débat dans l'hémicycle la semaine prochaine.](#)

Source : le Moniteur du 09/10/2014

## Réforme territoriale : gros plan sur les contre-propositions des départements

[Réduire le millefeuille territorial ? L'Assemblée des départements de France dit « chiche ». Lors d'une conférence de presse, mardi 7 octobre, l'association a présenté ses contre-propositions. Principalement au menu : une rationalisation du paysage syndical qui, selon elle, doit permettre de générer « 3 à 4,5 milliards d'économie par an ».](#)

Source : la gazette des communes du 08/10/2014

## Les élus intercommunaux ont besoin de voir clair sans tarder

[Un facteur d'instabilité majeur provient des effets de la décision du Conseil constitutionnel du 20 juin 2014 par laquelle celui-ci a jugé incompatibles avec notre loi fondamentale les dispositions relatives aux accords de répartition des sièges au sein des assemblées intercommunales..](#)

Source : [www.adcf.org](http://www.adcf.org) du 30/09/2014

## Vu dans les revues

BJCP n° 96 septembre-octobre 2014 p.323, *Dossier spécial : nouvelles directives marchés publics et concessions de services (suite et fin)*, par Bertrand Dacosta et Frédéric Dieu

BJCP n° 96 septembre-octobre 2014 p.335, *Un contrat entre personnes publiques peut-il être unilatéralement résilié par l'une des parties et pour quel motif ?*, conclusions Bertrand Dacosta

RDI n° 10 – octobre 2014 p.496, *Evolution ou éviction des règles des lotissements ? Clair-obscur de la loi ALUR !*, par Jean-Louis Bergel

Lexis-nexis.fr:

RJEP octobre 2014, comm. n° 42, *Marché de prestations juridiques et obligation d'allotir, conclusions sur CE 11 avril 2014, Commune de Montreuil, req. n° 375051*, par Bertrand Dacosta

RJEP octobre 2014, étude n° 7, *Cinq ans d'application du principe de loyauté des relations contractuelles devant le juge administratif*, par David Moreau

## Presse

Grand Paris : gauche et droite s'y opposent

[Les élus franciliens qui rejettent le scénario du gouvernement proposent un nouveau projet à Manuel Valls.](#)

Source : le Monde du 07/10/2014

Energies vertes : l'Etat finalise le nouveau système de soutien

[La loi sur la transition énergétique prévoit un mécanisme pour remplacer les tarifs d'achat garantis. Le nouveau dispositif pourrait intégrer une vente au prix du marché, assortie d'une prime variable.](#)

Source : les Echos du 07/10/2014